



Rentrée des classes... rentrée sociale ?

Après deux années plus que difficiles au niveau des conditions de travail dans nos établissements scolaires, les directives qui redescendent de nos hiérarchies sont la continuité d'une politique de mépris et de non reconnaissance des personnels.

Cette nouvelle rentrée « masquée » se vit de nouveau sous l'empilement de « protocoles sanitaires » toujours aussi inefficaces et incohérents – il faudrait pour cela suivre les recommandations du conseil scientifique, au lieu passer son temps dans un conseil de sécurité parafasciste – mais contraignants et qui alourdissent la charge de travail des personnels ainsi que les conditions d'exercice de nos métiers tout en rendant le lien pédagogique plus difficile. Et bien sûr, malgré les demandes d'efforts répétées auprès des personnels, aucune reconnaissance ni contre-partie ne pointent à l'horizon, ni sur la fiche de paye ni au niveau des conditions de travail !

Dans le premier degré, les évaluations nationales, inutiles et stressantes, servent à valider la politique de Blanquer qui interprète les résultats comme bon lui semble. Cette mainmise sur l'enseignement s'accompagne de plus en plus d'attaques à peine déguisées de notre liberté pédagogique (quasi imposition de manuels et de méthodes...). C'est aussi une politique du chiffre pour les enseignant·e·s à qui on demande « des résultats » suite aux classes dédoublées. Au lieu de donner plus de moyens pour l'école, on donne plus de moyens... pour faire pression sur les équipes ! Les directeurs et directrices qui deviennent des DRH, c'est la dégradation assurée de nos conditions de travail dans les écoles.

Macron s'y met aussi. Le président de la République a annoncé un statut dérogatoire spécial pour 50 écoles marseillaises dès la rentrée 2022. Dans ces écoles, les directeurs et directrices choisiront les enseignant·e·s et disposeront d'une large autonomie pour adapter les horaires, les rythmes scolaires avec la participation "d'acteur·ice·s extrascolaires". L'école libérale : faire porter sur les enseignant·e·s les échecs sociaux de la politique d'austérité des différents gouvernements depuis plus de 30 ans.

Dans le secondaire, la charge de travail ne cesse de s'alourdir par la multiplication des tâches reposant sur les collègues, les heures supplémentaires comme les

effectifs des classes s'envolent et les enseignant·e·s sont de plus en plus nombreux à être affecté·e·s sur des postes partagés entre établissements.

***Cette politique de mépris doit cesser
et Blanquer doit partir !***

Depuis des années, nous réclamons pour l'école plus de professeur·e·s et de remplaçant·e·s pour avoir des classes moins chargées. Nous voulons des véritables RASED, une reconnaissance du métier d'AESH, l'ouverture de structures type IME avec des personnels en nombre conséquent, plus de classes pour avoir moins d'élèves et pouvoir mieux nous impliquer.

Pour cela, il faut une véritable politique tournée vers l'école et les services publics. A l'opposé de la politique libérale de Blanquer qui se targue de faire des économies sur le budget (plusieurs fois 200 millions d'euros). Comme dans les hôpitaux, il faut des postes, du matériel, des infrastructures, des formations etc. parce que notre job c'est d'enrichir les générations à venir, pas des « gripsous » d'un autre âge.

De manière plus générale, la politique de démolition sociale se poursuit, touche tous les secteurs professionnels et toutes les salarié·e·s. En effet, le gouvernement n'abandonne pas son projet de réforme des retraites, assume la casse de l'assurance chômage, s'attaque à la Sécu... Face à tout ceci, nous, à la CNT, réaffirmons la nécessité d'une lutte anarcho-syndicale réellement révolutionnaire qui ne se contente pas de reformette marginale de nos salaires. Travaillons ensemble à la socialisation des services publics d'état par l'abolition de celui-ci et du capitalisme, soit les deux face d'une seule pièce !

**POUR DIRE NON À CE CAUCHEMAR,
POUR UN RECRUTEMENT MASSIF,
POUR UNE AUTRE ÉCOLE ET
UNE AUTRE SOCIÉTÉ !**

**TOUTES ET TOUS EN GRÈVE !
JEUDI 23 SEPTEMBRE
14H PLACE GUICHARD**

**AVEC LES AUTRES SECTEURS !
LE MARDI 5 OCTOBRE
11H MANUFACTURE DES TABACS**

Pour une vaccination librement consentie et contre les mesures antisociales !

Dans la nuit du 22 au 23 juillet 2021, une centaine de député·e·s a voté la loi de gestion de la crise du Covid 19, qui impose le passe sanitaire. Le gouvernement poursuit la mise en place d'une société sécuritaire avec des annonces lourdes de conséquences pendant les congés d'été, sans prendre le temps d'un véritable débat démocratique et encore moins d'un véritable échange scientifique.

Les attaques ne concernent pas seulement les actes de la vie quotidienne, mais des milliers de travailleuses et de travailleurs, en premier lieu les soignant·e·s, qui se voient menacé·e·s de mise à pied s'ils résistent aux injonctions gouvernementales. Pour cette nouvelle année scolaire, les élèves et étudiant·e·s sont directement concerné·e·s par ce sujet. En effet, le contrôle du passe sanitaire en vigueur pour les salarié·e·s de certains secteurs d'activité sera aussi effectif pour les stagiaires. Prévenu·e·s au dernier moment, élèves, familles mais également les établissements scolaires doivent réagir dans l'urgence. Cette improvisation est inacceptable et se confronte aux réalités du terrain. Cette société de contrôle qu'on nous impose, nous la dénonçons. Par le biais de cette loi discriminatoire, des salarié·e·s sont contraint·e·s de contrôler collègues, usager·e·s et client·e·s qui souhaitent accéder à différents lieux. Et ce n'est pas le remplacement des civil·e·s par les forces dîtes de l'ordre à ces postes de contrôle qui nous satisfera.

En lieu et place de ces mesures antisociales, nous revendiquons une vraie politique de santé publique :

- recrutement pérenne de personnels de santé et ouverture de lits ;
- socialisation des entreprises pharmaceutiques. La levée des brevets n'a de sens que dans le cadre révolutionnaire de l'abolition du capitalisme pharmaceutique, pour permettre contextuellement la vaccination partout dans le monde pour toutes celles et ceux qui le souhaitent ;
- des moyens à la hauteur des enjeux sanitaires dans

la recherche publique pour les traitements curatifs et les outils de prévention autant que pour les vaccins ;

- solidarité internationale pour mettre en commun les moyens humains, financiers et matériels ;
- fourniture de protections efficaces gratuites pour les personnes en ayant besoin et leur entourage (masque FFP2, autotests...) ;
- poursuite de la prise en charge par la collectivité du coût des tests.

Au delà de ces revendications immédiates, la société mortifère dans laquelle nous vivons ne peut que reproduire des catastrophes d'ordre sanitaires, économiques, écologiques ou autres. C'est pour cela qu'il est impératif de sortir du capitalisme où l'humain·e se pense en dehors du milieu vivant, qu'il se permet d'exploiter jusqu'à le détruire et se détruire ellui-même. Nous devons nous organiser à la base, à l'échelle locale pour redistribuer les richesses produites, adapter la production aux besoins réels et essentiels, réduire notre impact sur les écosystèmes qui nous permettent d'exister. Cette crise est politique, sociale, économique, écologique et d'ampleur mondiale. Elle touche d'abord les plus pauvres et plus précaires. Elle nécessite une réponse collective, une solidarité sans faille entre les peuples et l'autogestion comme mode d'organisation de l'économie.

Organisons-nous avec nos collègues, nos proches, nos voisin·e·s, dans le cadre de nos AG locales et professionnelles, de nos syndicats pour dénoncer et résister collectivement aux pressions et aux injonctions toujours plus sécuritaires, clivantes, stigmatisantes de nos dirigeant·e·s. La vaccination contre le Covid doit rester un droit et non une obligation.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maqueté par des militant·e·s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent·e·s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun·e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueules ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

